

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CHL

Arrêté préfectoral imposant à la S.A. CAULLIEZ ET DELAOUTRE la réalisation d'une étude des sols et d'une évaluation simplifiée des risques du site de TOURCOING

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier dans l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur dans l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 et notamment celles de l'article L 512.7 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la décision en date du 10 août 2004 du tribunal de commerce de Roubaix-Tourcoing ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société CAULLIEZ ET DELAOUTRE sise 252 rue du flocon à TOURCOING et désignant maître MARTIN comme mandataire liquidateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2004 mettant en demeure la S.A. CAULLIEZ ET DELAOUTRE de remettre le mémoire prévu à l'article 34.1 du décret n°77.0033 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU le rapport de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 19 octobre 2004 ;

CONSIDERANT la nécessité de prescrire des études de sols et l'évaluation simplifiée des risques ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1.- OBJET

La Sté M. CAULLIEZ ET DELAOUTRE, représentée par maître MARTIN Philippe, domicilié 58, avenue Guynemer à MARCQ-EN-BAROEUL (59700), ci-après dénommée " l'exploitant ", est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté concernant le site situé 252, rue des Flocons à TOURCOING (59200).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance de celui-ci.

L'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1. du livre V du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

ARTICLE 2.- ETUDE DES SOLS

Une étude des sols du site et de leur impact sur l'Environnement devra être réalisée par un tiers expert dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Cette étude des sols devra être réalisée conformément au Guide National de Gestion des Sites (potentiellement) Pollués du Ministère de l'Environnement. Celui-ci comprendra a minima les phases suivantes :

2.1.-Phase A - documentaire

La phase A de l'étude des sols, selon la classification établie par ce guide devra comporter notamment :

- ✎ l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc... Le recours aux acteurs de la vie de l'entreprise (employés, retraités, etc...) est à envisager pour connaître les " pratiques non-écrites " en vigueur éventuellement dans l'entreprise ;
- ✎ une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation, le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc...) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, ressource future en eau, etc...) ;
- ✎ une visite de terrain et de ses environs immédiats pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;

- ↳ un rapport de synthèse qui fera le récolement des informations recueillies au cours de la première phase de l'étude des sols.

2.2.-Phase B – investigations sur le terrain

La phase B – investigations sur le terrain, à réaliser si nécessaire, comportera notamment les mesures et analyses ci-dessous :

- ↳ reconnaissance des milieux suivants :
- x les eaux superficielles et souterraines ;
 - x les remblais au droit du site ;
 - x les sols naturels au droit du site ;
- par prélèvements et analyse de sols
Les zones à échantillonner seront sélectionnées après notamment inspection visuelle des dalles, sols, cuvettes, réseaux.
- ↳ les analyses à effectuer dans chaque milieu se feront selon les règles d'art en la matière et à partir de paramètres pertinents déterminés au vu de la phase A décrite ci-dessus.

2.3.-Diagnostic de la pollution du site et de son impact (E.S.R.)

L'exploitant fera réaliser, en complément à l'étude visée aux points 2.1. et 2.2. ci-dessus, une Evaluation Simplifiée des Risques conformément au Guide National de la Gestion des Sites (potentiellement) Pollués du Ministère de l'Environnement.

ARTICLE 3.-ECHEANCIER

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral devront être respectées selon l'échéancier ci-après, à la date de notification du présent arrêté :

ARTICLE	PRESCRIPTION	DELAI
2	cahier des charges de l'étude et proposition de tiers expert	1 mois
2	bon de commande de l'étude	2 mois
2	rapport de l'étude de sols et de l'Evaluation Simplifiée des Risques	4 mois

ARTICLE 4.-FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté préfectoral complémentaire sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5.-SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514.1. du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6.-DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié ;
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511.1. du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Ce délai est, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 7-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de TOURCOING,

- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TOURCOING et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

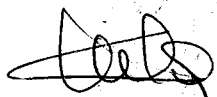
FAIT à LILLE, le - 2 DEC. 2004

Le préfet,
P/Le préfet

Le secrétaire général adjoint

Jules-Armand ANIAMBOSSOU

Pour ampliation,
P/Le chef de bureau délégué,


C. LECLERCQ